

« Observatoire des conséquences des mesures d'austérité 2014-2015 »

Document de travail

Contenu

Glossaire.....	3
Éducation post-secondaire.....	4
Éducation primaire et secondaire	9
Santé et services sociaux.....	16
Emploi et solidarité sociale	26
Fonction publique	28
Famille	31
Aide à l'emploi.....	32
Développement local et régional	35
Logement et habitation.....	39
Environnement.....	41
Égalité femme/homme, sensibilisation contre le sexisme et l'homophobie	43
Justice.....	45
Culture.....	46
Transport.....	47
Hausses de tarifs	48

Glossaire

Institution, organisme ou service : Le nom de l'institution, de l'organisme ou du service où il y a compression.

Compression générale : Une compression qui englobe tout un secteur, comme, par exemple, une compression pour toutes les universités, pour toutes les municipalités ou pour tous les CSSS.

Compression spécifique : Une compression pour une institution spécifique, comme, par exemple, pour le cégep de Saint-Félicien ou pour le CHUM.

Note : Des remarques

Conséquence : Conséquence sociales de la coupe et des réductions de services qui s'ensuivent.

Date : Date à laquelle la nouvelle a été rapportée.

Sources : On retrouvera les sources dans le fichier Excel.

Éducation post-secondaire

Institution, organisme ou service :	L'ensemble des universités du Québec
Compression générale :	172 M \$ (300 M \$)
Compression spécifique :	N/A
Note :	Sur les compressions de 172 millions \$, 123 millions \$ correspondent aux compressions exigées au cours des deux dernières années par le gouvernement Marois, qui sont récurrentes. À cette somme s'ajoute une coupe de 31 millions \$ dans des enveloppes spécifiques, comme celle pour le soutien à l'insertion professionnelle des étudiants qui disparaît complètement. Le montant de 172 M \$ est contesté par certaines universités qui affirment qu'il s'agit plutôt de 300 M \$.
Conséquence :	C'est du cas par cas. Voir les prochaines lignes.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Université du Québec en Outaouais
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	1,3 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Augmentation de la taille des groupes.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	UQAM
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	28 M \$
Note :	6 M \$ en 2014, 22 M \$ en 2015
Conséquence :	Baisse de salaire de 2% anticipée pour le personnel enseignant et les autres employés. 150 cours retranchés.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Université de Montréal
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	70 M \$
Note :	Il y avait déjà un manque à gagner de 44 M \$: 26 M \$ de compressions additionnelles.
Conséquence :	Abolition de 50 charges de cours pour la session d'hiver 2015 dans la Faculté des arts et sciences
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Université Laval
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	42 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Fermeture du Département d'ethnologie. Perte de 20 cours dans le Département de langues, linguistique et traduction. Perte de 7 cours d'histoire.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Université Sherbrooke
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	18 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Retranchement de 3 M \$ dans la masse salariale des professeurs. Réduction de dépenses pour les ressources matérielles. On envisage l'abolition de 83 postes.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Université du Québec à Chicoutimi
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	4 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	85 cours seront retranchés et fusionnés avec d'autres.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Université Concordia
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	16 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Mise en place d'un programme de départs volontaires.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Université du Québec à Trois-Rivières
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	7,4 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Compressions dans les fonds de recherche.

Date :	2014-09
---------------	---------

Institution, organisme ou service :	Université McGill
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	15 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Gel d'embauche. Coupe dans le budget de transport et de voyage. Report d'achat d'équipement.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Université du Québec à Rimouski
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	1,5 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Non-remplacement de postes vacants, dont 20 postes de professeurs, réduction de la présence dans le milieu
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Ensemble des cégeps
Compression générale :	41 M \$
Compression spécifique :	N/A
Note :	19 M \$ en novembre 2014 qui s'ajoutent à 22 M \$ déjà prévus pour 2014-15.
Conséquence :	C'est du cas par cas. Voir les prochaines lignes.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Cégep de Saint-Félicien
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	157 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Le poste d'infirmière du cégep est aboli.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Cégep Garneau
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	500 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Frais afférents augmentent de 47%.

Date :	2014-11
---------------	---------

Institution, organisme ou service :	Cégep Sainte-Foy
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	500 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Fermeture de la piscine d'ici 2 ans.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Cégep de Trois-Rivières
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	750 000 \$
Note :	Coupe de 350 000 \$ en novembre qui s'ajoute à 400 000 \$ de compressions déjà annoncées.
Conséquence :	Mises à pied prévues dès l'an prochain.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Cégep de Shawinigan
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	363 000 \$
Note :	Le cégep, qui avait déjà réduit ses dépenses de 208 000 \$ pour l'année en cours, devra couper 155 000 \$ supplémentaires.
Conséquence :	Exercice de « rationalisation » à prévoir sous peu.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Cégep Rouyn-Noranda
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	800 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Hausses tarifaires à prévoir.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Cégep de Granby
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	250 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Hausse tarifaire confirmée pour les étudiants.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Collège de Jonquière
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	340 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	« Des choix difficiles devront être faits sous peu. »
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Cégep de Chicoutimi
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	300 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	« Des choix difficiles devront être faits sous peu. »
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Collège d'Alma
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	140 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Suspension de deux enseignants. Détérioration du climat de travail.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Cégep de Drummondville
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	240 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	On ne parle pas de mises à pied pour l'instant, mais tout est envisagé pour les prochaines années.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Cégep de la Gaspésie et des îles
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	700 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Coupe dans les efforts promotionnels.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	120 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Les services de relation d'aide et d'encadrement pédagogique dont bénéficient environ 160 étudiants du cégep sont les plus précaires. Les services d'un travailleur social, nouvellement embauché, qui apporte une aide psychosociale aux étudiants dans le besoin, de même que le recours aux services externes de psychologie, sont susceptibles de disparaître. Tous les programmes du Service d'aide à l'intégration des élèves pourraient être réduits.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Cégep de Rimouski
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	375 000 \$
Note :	Ce 375 000 \$ s'ajoute aux 200 000 \$ coupés l'an dernier.
Conséquence :	Selon la direction, une compression aux services aux élèves semble inévitable.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Cégep de Matane
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	350 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Les employés s'engagent aussi à verser deux jours de leur salaire à un fond ayant pour objectif de sauvegarder les services offerts.
Date :	2014-11

Éducation primaire et secondaire

Institution, organisme ou service :	Le réseau scolaire du Québec
Compression générale :	217 M \$

Compression spécifique :	N/A/Réorganisation des commissions scolaires
Note :	Le scénario le plus probable : faire passer le nombre de commissions scolaires de 72 à 46, soit 36 francophones, 7 anglophones et 3 à statut particulier.
Conséquence :	Regroupement et réorganisation de commissions scolaires qui risquent de réduire la représentativité des plus petites communautés en région. Vingt-six commissions scolaires sur 69 augmenteront en juillet leur taxe scolaire, et ce, de 8% en moyenne.
Date :	2014-06

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire de Sorel-Tracy
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	900 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	La CS devra réduire de 2 % l'enveloppe budgétaire comprenant les salaires et les frais administratifs. Réduction de 125 000 \$ dans l'organisation des services. Réduction de 403 000 \$ dans les allocations d'appui à la réussite. Réduction de 57 000 \$ dans les allocations pour l'adaptation scolaire. Réduction de 90 % du budget pour l'aide aux devoirs.
Date :	2014-06

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire de la Côte-du-Sud
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	593 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Compression de 33 % à l'aide aux devoirs. Réaffectation des mises en disponibilité vers des tâches de suppléance et des contrats de remplacement en lien avec l'absentéisme, une fixation des objectifs de résorption de déficit aux établissements déficitaires, une révision à la baisse les plans d'effectifs de cadres, de professionnels et de soutien lorsque possible, une gestion responsable de la consommation

	énergétique dans les établissements et aucun dépassement de budget pour les projets d'investissement. Suppression de quelques postes de direction d'établissement, quelques employés de soutien, certains professionnels.
Date :	2014-07

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	425 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	La CS a adopté un plan de redressement de trois ans afin de répondre au budget déficitaire adopté en août dernier. Ce plan inclut une réduction des dépenses de 789 214 \$ pour l'année en cours, dont plus de la moitié affectera les services aux élèves.
Date :	2014-07

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire Marie-Victorin
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	6 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Compression dans l'organisation des services (ex. : antécédents judiciaires, protecteur de l'élève, masse salariale du personnel administratif et du personnel d'encadrement, dépenses administratives de gestion des écoles, chauffage, éclairage, entretien). Activités éducatives : subventions d'appui à la réussite scolaire et adaptation scolaire. Services de garde.
Date :	2014-07

Institution, organisme ou service :	Secondaire en spectacle
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	210 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	La compression de 100 000 \$ du MELS, celle de 70 000 \$ du ministère de la Culture et celle de 40 000 \$ du Secrétariat à la Jeunesse met

	en péril la survie de la Corporation de secondaire en spectacle. Elle perd 40 % de son budget.
Date :	2015-03

Institution, organisme ou service :	Bibliothèques scolaires
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A (changement de règles)
Note :	N/A
Conséquence :	<p>« La grande majorité des bibliothèques scolaires du Québec risque de voir leur budget d'achat de livres diminué de moitié, voire entièrement coupé pour l'année 2014-2015. Dans la foulée des compressions budgétaires, les commissions scolaires ont dû couper, ces dernières semaines, dans divers programmes, dont le Plan d'action sur la lecture mis sur pied en 2005. Dans ce plan, le gouvernement s'était engagé à offrir une enveloppe de 8,3 millions de dollars par année, en plus d'exiger aux commissions scolaires d'en faire autant pour regarnir les bibliothèques. Dans les faits, le ministère donnait 9 \$ par élève aux commissions scolaires si elles investissaient, elles aussi, 7 \$ par élève pour l'achat de livres destinés à leur bibliothèque. Or, cette condition ne s'applique plus si on se fie au document Règles budgétaires pour l'année scolaire 2014-2015 des commissions scolaires. Ce changement de réglementation fait en sorte que les bibliothèques scolaires voient leur budget sérieusement amputé. Des sources nous ont indiqué que certaines bibliothèques scolaires pourraient aussi se retrouver sans aucun budget d'acquisition pour la prochaine année. Même si le ministère confirme qu'il maintiendra ses 8,3 millions de dollars pour l'achat de livres, des commissions auraient refusé l'argent du ministère pour réduire cette somme des compressions qu'elles sont forcées d'effectuer. » Ceci affectera aussi le nombre de vente de livres pour des libraires. La vente de livre dans les bibliothèques scolaires peut représenter jusqu'à 60 % du chiffre d'affaires des libraires qui vendent beaucoup de livres d'auteurs québécois.</p>

Date :	2014-08
---------------	---------

Institution, organisme ou service :	CSDM
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	5,4 M \$
Note :	Québec demandait des compressions de 9 M \$. La CSDM a « coupé la poire en deux », et Québec a accepté.
Conséquence :	Pour ne pas couper dans les services aux élèves, les commissaires de la CSDM ont trouvé des revenus en misant sur la vente éventuelle de terrains et d'immeubles excédentaires pour une valeur de 4 millions \$.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire des Patriotes
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	5,9M\$
Note :	N/A
Conséquence :	La CS affirme que 45 % de son budget destiné à appuyer la réussite scolaire a disparu. Fin de l'aide aux devoirs (le ministre Bolduc a envoyé un vérificateur général à la CS pour voir si c'était bien la seule chose envisageable).
Date :	2014-08

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire des Affluents
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	2,6 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Compression de 50 % du budget de l'aide aux devoirs.
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	1,3M\$
Note :	N/A
Conséquence :	Compression dans le budget de l'aide aux

	devoirs. Réduction d'achat de livres pour les bibliothèques scolaires.
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire de Laval
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	10,9 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	La Commission scolaire de Laval songe à abolir plusieurs classes pour les élèves avec cheminement particulier et difficultés d'apprentissage pour les intégrer aux classes régulières. Au total, on parle de 800 élèves ayant des troubles d'apprentissage qui se retrouveraient avec quelque 2300 élèves réguliers en secondaire 1.
Date :	2014-07

Institution, organisme ou service :	Crédits de taxe scolaire abolis
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	100 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Dans le budget 2013-2014, le gouvernement avait coupé le budget des commissions scolaires de 200 millions \$ en abolissant un programme de péréquation. Or, estimant avoir déjà subi des coupes importantes dans les dernières années, elles ont refilé la quasi-totalité de la facture aux contribuables. Elles ont ainsi augmenté les taxes scolaires en moyenne de 14,9 %. Le gouvernement Marois a par la suite déposé un projet de loi pour forcer les commissions scolaires à rembourser aux contribuables 100 millions \$ sous forme de crédits de taxe scolaire. Ce projet de loi n'a jamais été adopté. Le gouvernement Couillard a décidé de ne pas soumettre à nouveau ce projet de loi.
Date :	2014-05

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire de la Beauce-Etchemin
--	---

Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	2,9 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Les compressions, telles qu'annoncées en juin dernier, toucheront les services aux élèves et les mesures d'appui à la réussite scolaire, notamment en réduisant le nombre de psychologues, psychoéducateurs et techniciens en éducation spécialisée.
Date :	2014-08

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire de la Capitale
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	761 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Déjà, pour l'année scolaire en cours, le budget consacré à l'aide aux devoirs est amputé de moitié. Même scénario pour les programmes École en forme et en santé et Jeunes actifs au secondaire, qui permettent notamment d'organiser des activités sportives parascolaires pendant l'heure du midi ou après la classe. De plus, un poste d'animateur de vie spirituelle et d'engagement communautaire ne sera pas pourvu.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire Harricana
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	800 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	« l'ensemble des écoles et des centres se verront amputer de leur budget une compression paramétrique qui représente environ 20 \$ par élève. Donc, les choix vont revenir à chacune des écoles. »
Date :	2014-07

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire du Lac-Abitibi
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	?
Note :	N/A

Conséquence :	Les dirigeants ont décidé d'imposer des frais de surveillance sur l'heure du dîner de 125 \$ par enfant à compter de la rentrée scolaire.
Date :	2014-07

Institution, organisme ou service :	Commission scolaire du Lac-Témiscamingue
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	De 350 000 \$ à 750 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Ces compressions affecteront le service administratif et le personnel. La Commission scolaire du Lac-Témiscamingue n'aura pas, non plus, le choix que de couper dans les services aux élèves, selon son directeur général.
Date :	2014-07

Santé et services sociaux

Institution, organisme ou service :	Pharmaciens
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	?
Note :	Baisse de salaire. Abolition de la prime d'éloignement pour ceux et celles en région.
Conséquence :	Les pharmaciens de l'Institut universitaire de santé mentale de Québec subiront une baisse de 15 % à 20 % de leur rémunération le 1er avril. Ce changement s'appliquera aux 1500 pharmaciens d'établissements de santé. Pour les pharmaciens en région éloignée, la baisse de salaire sera encore plus forte avec l'abolition de la prime d'éloignement. On parle d'une perte de revenus de 45 %.
Date :	2015-03

Institution, organisme ou service :	Les CSSS
Compression générale :	60 M \$
Compression spécifique :	N/A
Note :	N/A
Conséquence :	1300 postes abolis. De ce nombre, 680 se retrouvent à Montréal. Québec cible

	clairement les conseillers-cadres ou « cadres fonctionnels », qui n'ont pas nécessairement d'employés sous leurs ordres. Ces cadres fonctionnels ont parfois un contact direct avec les patients, comme pour les infirmières en prévention des infections. Pour d'autres, ce statut aurait été octroyé pour d'autres raisons, entre autres salariales. Le CSSS Ahuntsic-Montréal-Nord a annoncé l'abolition de 15 postes, dont deux d'infirmières scolaires. Au CSSS de la Montagne, c'est 17 postes qui seront abolis cette année.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Administration en santé
Compression générale :	225 M \$
Compression spécifique :	N/A
Note :	225 M \$ sur un an. 600 M \$ sur 4 ans
Conséquence :	Une réduction de 1300 postes de cadres en trois ans et des compressions dans la gestion du ministère de la Santé, des agences régionales et des hôpitaux sont parmi les moyens qui permettront d'atteindre cet objectif de réduire de 10 % les dépenses de la « bureaucratie ».
Date :	2014-06

Institution, organisme ou service :	Directions régionales en santé
Compression générale :	23,7 M \$
Compression spécifique :	N/A
Note :	23,7 M \$ de compressions sur un budget de 72 M \$
Conséquence :	Les 16 directions régionales de santé publique se verront coupées de 23,7 M \$. Juste à Montréal, on peut prévoir déjà la disparition de 60 à 70 postes de professionnels. Des postes d'infirmière, de nutritionniste, de pharmacien, de kinésithérapeute et de sexologue sont notamment menacés.
Date :	2015-03

Institution, organisme ou service :	Agences de la santé
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	Abolition/Économie de 220 M \$

Note :	Remplacées par les CISSS
Conséquence :	<p>Environ un millier d'employés des agences seront intégrés au sein du ministère ou des centres de santé. Ce millier d'employés représente 100 millions \$ pour le ministère de la Santé. Risque de perte de contact avec les besoins spécifiques d'une région. « Le rôle actuel de l'Agence permet de moduler des programmes qui viennent des instances supérieures de sorte qu'ils fassent du sens à l'échelle régionale et locale. Chaque région a ses propres indicateurs de santé. En Gaspésie, par exemple, on sait que les distances entre les villages sont grandes, que le taux de démographie est faible. Nous avons un taux de suicide qui est élevé et nous faisons partie des régions considérées comme défavorisées. Ces spécificités font en sorte que les acteurs de la région contribuent au bien-être de la population, tel que les CSSS, les organismes communautaires ou encore les centres jeunesse », rappelle M. Coulombe en faisant part de sa « crainte que le CISSS ne puisse répondre à nos besoins bien spécifiques. »</p>
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Centres jeunesse
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	20 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	<p>Chaque année, 32 000 jeunes vulnérables bénéficient des services des centres jeunesse au Québec. Si de nouvelles compressions devaient être imposées aux centres jeunesse, il faudra prévoir des réductions de services et de nouvelles hausses de signalements. Au Québec, au cours de la dernière année, 82 919 signalements d'enfants maltraités ont été retenus, ce qui représente une hausse de 3 % par rapport à l'an passé et de 17,3 % depuis 2010.</p>
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Réseau de la santé montréalais
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	87 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	« Efforts d'optimisation » (EO) exigés. Voir conséquences dans les prochains tableaux.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	(EO) Programmes en déficience intellectuelle à Montréal
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	2,2 M \$
Note :	Cette mesure permettrait de récupérer pour 2015-2016 la moitié des quelque 2,2 millions \$ que l'Agence de la santé et des services sociaux (ASSS) de Montréal propose d'économiser en déficience intellectuelle.
Conséquence :	<i>Précaution méthodologique : cette coupe a-t-elle été annulée?</i> Des travailleurs bénévoles aux prises avec des déficiences intellectuelles ont perdu la somme de 4,30 \$ par jour qu'ils recevaient en échange de travail.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	(EO) CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	503 000\$
Note :	N/A
Conséquence :	<i>Précaution méthodologique : cette coupe a-t-elle été annulée?</i> Trois des cinq postes de l'équipe de psychogériatrie seront supprimés. Cette équipe offrait des soins aux personnes âgées seules et vulnérables en les aidant à rester à domicile le plus longtemps possible. Une liste d'attente doit également être créée dans le département de soins à domicile.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	(EO) Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	4,6 M \$
Note :	N/A

Conséquence :	Depuis le début de l'année 2014, il y a eu près de 40 abolitions de postes, aussi bien dans le secteur paratechnique, auxiliaire, mais aussi chez les techniciens et les professionnels. Les coupes touchent aussi le département de la salubrité, où l'employeur ne procédera plus au remplacement de plusieurs travailleurs lors de congé de maladie. Ces non-remplacements touchent aussi plusieurs postes de professionnels, ce qui a pour conséquence d'augmenter les délais pour les usagers.
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	(EO) Hôpital général juif
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	2,9 M \$
Note :	Compression de 16 M \$ en tout pour l'année en cours. L'effort d'optimisation est une partie des compressions.
Conséquence :	Depuis janvier 2014, ce sont 200 postes qui ont été supprimés dont 23 dans les cuisines, 50 chez les préposés à l'entretien ménager et des dizaines chez les préposés aux bénéficiaires. « C'est rendu que les cabarets de cuisine sont transportés par des infirmières qui en ont déjà beaucoup à faire », a-t-il souligné. « Le personnel a déjà des feuilles de route très chargées et surtout celle du personnel de l'entretien ménager. S'ils sont moins, l'hôpital peut être moins propre et par conséquent cela risque de favoriser la présence de microbes pathogènes. »
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	(EO) Hôpital Sacré-Cœur
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	2 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	<i>Précaution méthodologique : cette coupe a-t-elle été annulée?</i> Services en santé mentale touchés. « M. Gamache suit présentement 90 patients, principalement pour des

	<p>problèmes de schizophrénie, en leur faisant notamment des plans d'intervention spécialisés. On lui a annoncé qu'à partir du 5 janvier, le poste de sa seule collègue, Jennifer Tousignant, qui est aussi en charge de 90 dossiers, sera supprimé. « Les compressions toucheront principalement les services en santé mentale. Selon Josée-Michelle Simard, coordonnatrice du service des communications à l'HSC, des patients seront transférés vers les services de première ligne comme les CLSC, en conformité avec les orientations du Plan d'action en santé mentale du ministère de la Santé. « Ce sont les personnes stabilisées qui seront réorientées vers la première ligne », a spécifié Mme Simard.</p>
Date :	2014-12

Institution, organisme ou service :	Centre de réadaptation Gingras-Lindsay de Montréal
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	3,3 M \$
Note :	Compression de 10 % du budget de l'établissement
Conséquence :	Fermeture de 24 lits et abolition de 20 postes de professionnels en soins.
Date :	2014-07

Institution, organisme ou service :	CSSS de Laval
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	?
Note :	N/A
Conséquence :	8 préposés aux bénéficiaires ont perdu leur emploi, soit 25 % du personnel. Ceux qui restent sont débordés et n'ont plus le temps de laver les patients.
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	CSSS d'Arthabaska-et-de-l'Érable
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	2,5 M \$ à combler pour atteindre équilibre budgétaire
Note :	N/A
Conséquence :	S'apprête à abolir une douzaine de postes dont cinq de professionnels et de techniciens. Et au printemps, il n'y aura plus de préposé à la guérite de l'hôpital, les quatre postes seront abolis.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Hôpital de Chicoutimi
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	3 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	36 lits de moins. 50 à 60 postes abolis. Les patients seront envoyés en soins intermédiaires.
Date :	2014-05

Institution, organisme ou service :	CSSS Domaine du Roy
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	1,3 M \$
Note :	7,5 M \$ dans les 6 dernières années.
Conséquence :	La direction assure ne pas avoir eu à faire de mises à pied, mais des services importants comme la chirurgie et la psychiatrie ont été réorganisés pour réduire les coûts de fonctionnement.
Date :	2014-05

Institution, organisme ou service :	CSSS de Jonquière
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	1,1 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Chaque poste vacant est réévalué et au moins un poste stratégique, celui de coordonnateur au soutien des malades chroniques, a été aboli.
Date :	2014-05

Institution, organisme ou service :	CSSS Cléophas-Claveau
--	-----------------------

Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	375 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	La direction doit faire des choix difficiles pour atteindre l'équilibre budgétaire, des choix qui peuvent avoir des impacts sur les services à la clientèle. Compressions de postes : l'employeur a annoncé que des postes seraient coupés dans les soins infirmiers, dans les services psychosociaux et dans les services administratifs.
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	CSSS Maria-Chapdelaine
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	1,2M\$
Note :	N/A
Conséquence :	Coupes dans les fournitures et les heures supplémentaires sont réduites.
Date :	2014-05

Institution, organisme ou service :	CSSS de Gatineau
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	12 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Mise en tutelle en janvier 2015. Suppression de deux postes d'infirmières affectées aux dons d'organes. Les dirigeants des syndicats affirment que des unités de soins seront fermées, des postes abolis et que certains services ne seront plus offerts qu'à un seul endroit plutôt que dans 2 ou 3 hôpitaux ou CLSC. Il y aura des abolitions de postes, une analyse des postes vacants affichés, une réorganisation du travail administratif et autofinancement de programmes déficitaires comme le don d'organes et l'aide alimentaire aux femmes enceintes.
Date :	2015-01

Institution, organisme ou service :	Hôpital Hôtel-Dieu de Gaspé
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	28 M \$
Note :	Un budget de 14 M \$ a été alloué pour les

	rénovations pour la salle d'urgence. Le projet était prévu depuis 2000.
Conséquence :	La direction devra minimiser ses rénovations et se concentrer uniquement sur la réfection de l'urgence.
Date :	2014-12

Institution, organisme ou service :	CHU de Québec
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	15,4 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Réduction d'heures de travail.
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	CSSS de la Minganie
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	?
Note :	N/A
Conséquence :	Compression dans le secteur psychosocial, où le poste assurant l'accueil et les suivis à court terme passera de temps plein à trois jours par semaine. Le poste de psychologue pour la clientèle adulte sera quant à lui aboli. L'unique psychologue que compte désormais l'équipe devra donc se charger de tous les cas. Délais d'attente accrus à prévoir.
Date :	2014-07

Institution, organisme ou service :	CSSS de la Montagne
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	?
Note :	Ce CSSS couvre Côte-des-Neiges et Parc-Extension, donc, quartiers pauvres comptant une forte proportion d'immigrants.
Conséquence :	L'établissement compte éliminer pas moins de 17 postes, dont un poste de technicienne en assistance sociale. Ce poste, unique au Québec, a pour mandat d'aider les nouveaux arrivés à s'intégrer à la société québécoise, notamment en les guidant à travers les dédales administratifs pour obtenir permis, prestations, etc. D'autres postes seront également abolis, dont une travailleuse sociale, une nutritionniste, une

	physiothérapeute et une ergothérapeute. Un poste d'hygiéniste dentaire affecté à la tournée des écoles primaires sera également coupé.
Date :	2014-06

Institution, organisme ou service :	Bacs pour seringues souillées
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A
Note :	Une directive ministérielle contraint les pharmaciens à avoir accès à moins de ces petits bacs jaunes.
Conséquence :	Depuis 2006, les patients devant s'injecter des médicaments et les utilisateurs de drogues peuvent se procurer gratuitement, en pharmacie, un petit bac jaune afin de disposer de leurs seringues de manière sécuritaire. Une fois le contenant rempli, ils n'ont qu'à le rapporter à leur pharmacie, qui s'occupe du transport jusqu'à l'hôpital. Une nouvelle directive du MSSS vient cependant de restreindre l'accès à ces bacs. L'entreprise qui les fournit aux pharmacies pour le compte du ministère, Dufort et Lavigne, a reçu comme instruction de ne livrer qu'une seule caisse de contenants de 1,4 litre par mois à chaque pharmacie, et de ne plus distribuer de gros bacs de cinq litres. Dans le pire des cas, des patients toxicomanes pourraient tout simplement abandonner leurs aiguilles usagées dans des parcs, faute d'avoir accès gratuitement au petit récipient jaune qu'ils ont appris à utiliser après des années de sensibilisation de la part des pharmaciens.
Date :	2015-03

Institution, organisme ou service :	CSSS de la Vallée-de-l'Or
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	1,1 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	La majeure partie du redressement financier est consacrée à la transformation de lits en centre hospitalier (CH) et en centre

	d'hébergement de longue durée (CHSLD). On désire, dès cette année, transférer 15 lits institutionnels dans des ressources intermédiaires, comme le pavillon Oasis du repos, par exemple.
Date :	2014-07

Institution, organisme ou service :	CSSS Haut-Richelieu Rouville
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	?
Note :	N/A
Conséquence :	Fermeture de 39 lits (27 en pédiatrie, 10 à l'unité des médecins, 2 aux soins intensifs) et abolition de 80 postes (infirmières auxiliaires, préposés aux bénéficiaires, ergothérapeutes, etc.)
Date :	2014-10

Emploi et solidarité sociale

Institution, organisme ou service :	Aide sociale
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	15 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Resserrement des règles pour l'admissibilité à l'aide sociale qui affectera 16 500 personnes. Québec tiendra compte, entre autres, de la valeur immobilière, des revenus non déclarés et du partage de logement. Les centres de thérapie seront affectés par le resserrement de ces règles. (voir prochaine ligne)
Date :	2015-01

Institution, organisme ou service :	Centres de thérapie pour traitement de la dépendance
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A
Note :	N/A
Conséquence :	Au lieu de verser la pleine prestation de l'aide sociale, le ministère de la Solidarité sociale propose de la réduire à moins du tiers, soit de 747 \$ à 200 \$ par mois, aux personnes hébergées dans les centres de thérapie.

	« Avec un chèque de 200 \$, les gens ne seraient plus capables d'entrer dans nos services. Il en coûte en moyenne 300 \$ par mois pour une thérapie», a expliqué M. Marcoux. Les 40 centres de thérapie sont donc menacés de fermeture parce que déficitaires. L'Association évalue que les coupes entraîneront des pertes de revenus de 150 000 \$ par année par centre. On précise que plus de 800 travailleurs perdront leur emploi des suites des coupes. Il y aurait 7300 personnes, dont la grande majorité vit de l'aide sociale, qui se retrouveraient sans thérapie.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Centres d'éducation populaire de Montréal
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	340 000 \$
Note :	La subvention de 340 000 \$ vient de la CSDM
Conséquence :	Avec la fin des subventions de la CSDM et les baux qui arrivent à échéance au printemps 2015, ces organismes communautaires servant plus de 7000 familles pourraient devoir fermer boutique. Les centres d'éducation populaire offrent des services à plusieurs familles fragilisées dans des quartiers populaires. Les gens viennent chez nous parce qu'ils ont besoin de soutien, ils ont besoin d'apprendre, de reprendre confiance en eux. Ça se fait par le tricot, l'alphabetisation, les cuisines collectives ou la francisation. Ces centres, qui regroupent plus de 1200 bénévoles et près de 250 employés à temps plein et temps partiel, ont bien peur de se retrouver à la rue. Les bâtiments qu'ils occupent pour le coût de 1 \$ par année appartiennent à la CSDM, qui affirme ne plus avoir d'argent pour les entretenir et les rénover.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Programme de soutien aux organismes communautaire
Compression générale :	N/A

Compression spécifique :	Sous-financement
Note :	N/A
Conséquence :	Augmentation de la charge de travail pour les bénévoles et les employés. Congédiement d'employés. Fermeture des opérations pour certains organismes.
Date :	2014-11

Fonction publique

Institution, organisme ou service :	Suppression de postes dans la fonction publique
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	1150 postes abolis dans la fonction publique
Note :	Le secteur parapublic (les réseaux de la santé et de l'éducation) est exclu du processus.
Conséquence :	Perte d'expertise.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Sûreté du Québec
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	?/Gel d'embauche
Note :	N/A
Conséquence :	Les étudiants en techniques policières du Cégep Garneau à Québec ont reçu une lettre du service de recrutement de la SQ les dissuadant de faire parvenir leur candidature. « Actuellement, selon les informations que nous détenons, nous ne pouvons pas faire de prévision quant aux embauches pour le reste de l'année financière en cours. Cette situation exceptionnelle nous oblige à suspendre l'admission de toute nouvelle candidature pour une durée indéterminée, le temps de procéder à toutes les évaluations », peut-on lire dans la lettre. En temps normal, chaque année, la SQ embauche 200 nouveaux policiers patrouilleurs. Beaucoup de gens devront plutôt postuler auprès des corps policiers municipaux, qui n'embaucheront pas plus qu'à l'habitude. Le nombre d'embauches diminuera donc globalement.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Retraite dans la fonction publique
--	------------------------------------

Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	Modification de règles
Note :	Québec propose de faire passer, à partir de 2017, de 60 à 62 ans l'âge minimum pour obtenir sa pension sans pénalité actuarielle, pour les employés qui ont suffisamment d'ancienneté. Québec veut aussi que la rente se calcule sur le salaire moyen des huit dernières années d'un employé plutôt que sur les cinq dernières, comme c'est le cas actuellement. Finalement, on veut que la pénalité pour un départ anticipé à la retraite soit de 7,2 % par année au lieu des 4 % actuels.
Conséquence :	« Dans un article signé Stéphanie Grammond paru dans <i>La Presse</i> du 18 décembre dernier, la journaliste nous présente un cas hypothétique calculé par un actuariaire. Il s'agit d'un employé du secteur public qui veut prendre une retraite anticipée (à 55 ans). S'il prend sa retraite le 31 décembre 2016, il recevra une rente annuelle de 25 684 \$ par année. S'il la prend le lendemain 1er janvier 2017, soit le moment où le gouvernement veut mettre en application ses nouvelles conditions de retraite, il recevra 14 887 \$ par année. S'il veut retrouver son niveau de rente d'avant les changements, il devra attendre trois ans pour obtenir une rente de 24 856 \$."
Date :	2014-12

Institution, organisme ou service :	Retraite des employés municipaux
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A
Note :	N/A
Conséquence :	Augmentation de la cotisation des employés dans les caisses de retraite à prévoir.
Date :	2014-06

Institution, organisme ou service :	Gel d'embauche dans la fonction publique
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	100M\$/Gel d'embauche
Note :	Le gel ne sera pas reconduit au-delà du 31 mars 2015
Conséquence :	En avril 2014, le gouvernement Couillard a

	décrété un gel d'embauche dans la fonction publique. En juin, il a élargi ce gel à la santé, l'éducation et le parapublic. On parle d'un risque de pénurie d'employés, surtout chez les infirmières. Perte d'expertise à prévoir pour le développement du Nord.
Date :	2014-06

Institution, organisme ou service :	Gel salarial dans la fonction publique
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A modification de règles
Note :	« Actuellement, les fonctionnaires ont droit à 12 congés de maladie par année et peuvent les cumuler indéfiniment s'ils ne les prennent pas, si bien que plusieurs d'entre eux peuvent ainsi partir plus rapidement à la retraite à la fin de leur carrière grâce à des semaines, voire des mois, de congés de maladie accumulés. Cette époque semble révolue. On passera désormais de 12 à 7 jours de maladie par an. Les journées non prises ne pourront plus être accumulées, et seront remboursées à 70 % de leur valeur à la fin de chaque année. » Le gouvernement veut aussi faire passer l'âge de la retraite de 60 à 62 ans.
Conséquence :	550 000 syndiqués devront se contenter d'un gel salarial pour les deux premières années. De plus, leurs congés de maladie vont être modifiés. Il est difficile de prévoir l'effet que ça aura sur les services.
Date :	2014-12

Institution, organisme ou service :	Sûreté du Québec
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	30 M \$
Note :	30 M \$ coupés sur un budget de 900 M \$
Conséquence :	150 postes d'officier sur 400 seront supprimés. Réduction du nombre d'escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé à envisager.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Société des alcools du Québec
Compression générale :	N/A

Compression spécifique :	?
Note :	N/A
Conséquence :	Au cours de la dernière année, la SAQ a coupé 60 000 heures dans les horaires de travail de ses employés en succursales. Cette compression s'ajoutait à une autre coupe de 80 000 heures réalisée cette fois au cours du présent exercice financier, prenant fin le 31 mars 2014. Le travail d'optimisation du réseau de la SAQ va très loin. Certaines de ses 401 succursales pourraient également voir leurs heures d'ouverture modifiées. Jusqu'à présent, plusieurs magasins de la SAQ ont ajusté leurs heures d'ouverture selon l'achalandage noté dans leurs allées.
Date :	2014-02

Famille

Institution, organisme ou service :	Programme de financement des infrastructures (PFI) des CPE
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A (resserrement des règles)
Note :	Depuis 2009, les CPE sont encouragés à contribuer au financement de leur projet. Jusqu'à présent, cette contribution représentait en moyenne moins de 5 % du financement total du projet. Les nouvelles règles administratives du PFI viennent maintenant fixer à 50 % la mise de fonds demandée à un CPE pour tous les projets de nouvelles places subventionnées. Le Ministère continuera d'être un partenaire de première instance en finançant 50 % du total des coûts admissibles du projet.
Conséquence :	La révision des critères d'admissibilité du PFI, annoncée il y a trois semaines, menace sérieusement la création de la vaste majorité des 3500 places en milieu défavorisé promises par les ex-ministres de la Famille Yolande James et Nicole Léger, respectivement en 2011 et 2013. Quelque 600 places ont déjà été créées dans des quartiers aux prises avec un haut taux de pauvreté, indique le ministère de la Famille, tout en promettant de donner le feu vert à la création des 2900 autres places promises le 31 mars, et ce, d'ici 2021.

Date :	2014-12
---------------	---------

Institution, organisme ou service :	Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	3 M \$ /Abolition
Note :	N/A
Conséquence :	Une perte de soutien et de services aux enfants issus de milieux défavorisés et au responsables de services de garde en milieu familial qui les reçoivent. Cette décision porte atteinte à l'égalité des chances des enfants accueillis dans les services de garde éducatifs de la province, puisque les services de garde en milieu familial disposent maintenant de moins de ressources pour répondre aux besoins des clientèles les plus vulnérables.
Date :	2014-08

Institution, organisme ou service :	Programme de procréation assistée
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	48 M \$
Note :	Fin de la gratuité du programme de procréation assistée.
Conséquence :	Québec créera un crédit d'impôt pour offrir un « accès raisonnable » au programme, selon le revenu des demandeurs. Les couples gagnant 50 000 \$ ou moins se verront rembourser 80 % des coûts. Le crédit d'impôt diminuera graduellement pour atteindre 20 % dans le cas des ménages qui ont un revenu familial de 120 000 \$ ou plus. On remboursera en outre un seul cycle de procréation assistée pour une femme de 37 ans et moins, un 2 ^e cycle si elle a de 38 à 42 ans.
Date :	2014-11

Aide à l'emploi

Institution, organisme ou service :	Programme d'aide et d'accompagnement social-Action
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	2 M \$
Note :	Le budget passe de 16 M \$ à 14 M \$
Conséquence :	« mis en place par le Ministère pour aider les

	<p>personnes pour qui l'accès au marché du travail ne peut être envisagé qu'à long terme. Le programme Interagir vise à vous offrir un soutien et un accompagnement personnalisés grâce à des projets particuliers offerts par des organismes de votre milieu. L'objectif est de vous permettre d'améliorer votre situation et d'aller de l'avant dans votre cheminement personnel et social. » Le programme permet à quelqu'un de faire une activité quelconque. Quelque 300 personnes, considérées comme admissibles par les organismes communautaires qui les accompagnent, n'ont pas été admises au programme PAAS-Action au cours de la dernière année.</p>
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	Programme Alternative Jeunesse
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	9 M \$/Abolition
Note :	N/A
Conséquence :	Alternative jeunesse procurait aux jeunes inscrits un supplément de revenu qui faisait passer leur prestation mensuelle d'aide sociale de 610 \$ à 735 \$, en plus de leur fournir gratuitement une carte OPUS. Le but? Les aider à entreprendre un parcours de réinsertion au plan personnel, social et professionnel. Eh bien c'est terminé, ça.
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	Contrats d'intégration au travail (CIT)
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	13,4 M \$
Note :	Près de 35,6 M \$ sont investis cette année pour faciliter l'accès au marché du travail pour les personnes vivant avec un handicap. Cette enveloppe devrait contenir 49 M \$.
Conséquence :	Depuis l'été dernier, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec a effectué un gel des CIT. Cette mesure visant à aider l'intégration en emploi des personnes vivant avec un handicap permettait à de nombreuses personnes de trouver un travail. Les employeurs qui acceptaient d'engager ces

	<p>personnes recevaient un montant du gouvernement permettant de compenser le manque de rendement causé par le handicap. Des personnes qualifiées, mais limitées d'une quelconque façon par leur handicap, pouvaient alors avoir accès à l'emploi et étaient ainsi actives professionnellement et, de ce fait, socialement. « Des dizaines d'entreprises d'économie sociale ont été informées cet été par les corporations de développement économique et communautaire (CDEC) de la région de Montréal que les employés qu'elles embauchent grâce aux programmes de subventions salariales ne jouiraient plus que de 30 semaines d'aide à l'emploi. À l'origine, ce programme garantissait le versement de 100 % du salaire d'un employé la première année, pendant 52 semaines, et 60 % l'année suivante, pendant 30 semaines. Québec limite désormais sa subvention à 100 % pour 30 semaines, pour une seule année."</p>
Date :	2014-06

Institution, organisme ou service :	Carrefours Jeunesse Emploi (CJE)
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A
Note :	L'enveloppe globale de 45 M \$ est maintenue. Par contre, plusieurs CJE en région voient leur financement réduits. La mission des CJE a également été révisée. Auparavant, les CJE étaient financés à la mission. Au premier avril, ils seront financés par offres de services.
Conséquence :	Le gouvernement souhaite que les carrefours se concentrent dorénavant sur les prestataires d'aide sociale et d'assurance-emploi. « Un jeune qui n'a pas son diplôme d'études secondaires, qui a une job à 10 \$ de l'heure puis qui voudrait se prendre en main et se donner une deuxième chance, eh bien le carrefour est là en ce moment, mais à partir du 1er avril prochain, le carrefour ne sera plus là si le jeune se présente avec ce type de profil-là. » Plusieurs régions comme Chaudière-Appalaches subiront une

	diminution allant de 8 % à 10 % alors que ceux situés près des grands centres verront leurs budgets maintenus ou augmentés. Par exemple, l'organisation thetfordoise devra composer avec un financement réduit d'environ 36 000 \$ au cours de la prochaine année sur un budget global de 407 000 \$.
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	Fermeture de l'organisme communautaire 1001 et 1 Usages
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A
Note :	Le changement de mandat des CJE a enlevé la possibilité au CJE de Rosemont de financer cet organisme communautaire.
Conséquence :	L'organisme fait partie des services offerts par le Carrefour communautaire de Rosemont l'Entre-Gens. On parle de la perte d'un organisme qui aide les jeunes adultes de 18 à 35 ans à trouver leur place et les personnes seules et âgées à avoir des services ménagers à moindre coût. 70 jeunes qui n'ont pas d'autres places où travailler et qui ne sont pas éligibles ailleurs perdront leur place. L'organisme recevait plus de 500 demandes par année dans tout Montréal, le quart dans Rosemont-La Petite-Patrie.
Date :	2015-03

Institution, organisme ou service :	Vie autonome Bas-Saint-Laurent
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A
Note :	N/A
Conséquence :	Faute de ressources financières et humaines, l'organisme communautaire œuvrant auprès des personnes handicapées physiquement officialisera sa fermeture.
Date :	2014-11

Développement local et régional

Institution, organisme ou service :	Les municipalités du Québec
Compression générale :	300 M \$
Compression spécifique :	N/A

Note :	N/A
Conséquence :	Québec a réduit le budget des municipalités de 300 M \$ en 2015. Le budget des centres locaux de développement (CLD) est réduit de 55 %, c'est-à-dire 40 M \$. Les conférences régionales des élus (CRÉ) sont abolies pour une économie de 40 M \$. Tâches des CRE transférées aux MRC. Voir CLD et CRE dans les prochaines lignes. Centres d'éducatons populaires à Montréal en danger (voir section Aide à l'emploi et solidarité sociale).
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Conférences régionales des élus (CRÉ)
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	Abolition
Note :	N/A
Conséquence :	Licenciement de tous les employés des CRÉ. Les mandats des CRÉ sont transférés aux MRC et, éventuellement, à un Forum des élus.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Centres locaux de développement
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	40 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Fermeture du CLD de Québec. Fermeture du CLD à Shawinigan. Fermeture de deux postes au CLD de Bécancour. Fermeture du CLD de Val-Saint-François. Fermeture du CLD de Rimouski-Neigette. Perte d'emplois avec toutes ces fermetures. Perte de 10 % de budget au CLD à Joliette. « Dommages collatéraux » à prévoir. Les CLD sont des acteurs économiques régionaux. Par exemple, avec un budget de fonctionnement de 1,2 million \$, le CLD Rimouski-Neigette a investi l'an dernier plus de 500 000 \$ pour venir en aide à des projets d'entreprises ou sous forme de services-conseils. Cela a permis la création ou le maintien de 157 emplois.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Ville de Montréal
--	-------------------

Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A (réduction d'heures de travail et de salaire)
Note :	N/A
Conséquence :	Augmentation des heures travaillées, réduction des congés de maladie, partage du coût des assurances : la Ville de Montréal demande des concessions importantes à ses employés alors qu'elle espère réduire leur rémunération globale de 10,5 %.
Date :	2015-03

Institution, organisme ou service :	Fonds de soutien aux territoires dévitalisés
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	5 M \$/Abolition
Note :	N/A
Conséquence :	Cette enveloppe servait à aider financièrement les villages les plus pauvres du Québec. Par exemple, en 2012, Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine a pu se procurer un camion de pompier grâce à ce fonds.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Solidarité rurale du Québec
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	750 000\$/ Abolition
Note :	Ce montant représente le 3/4 de son budget total.
Conséquence :	Le gouvernement a choisi de ne plus faire appel à l'organisme en tant que conseiller en matière de développement rural. Le bureau a fermé ses portes. 9 salariés ont perdu leur emploi le 9 décembre dernier.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Subvention pour la Route verte
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	2,8 M \$
Note :	Cette subvention couvrait la moitié de l'entretien nécessaire pour la Route verte. L'autre moitié est payée par les municipalités.
Conséquence :	Si rien n'est fait, la fermeture de tronçons majeurs est à prévoir. On craint en effet que

	certaines municipalités, déjà aux prises avec de sérieuses difficultés financières, abandonnent carrément les portions de la Route verte situées sur leur territoire, ou que d'autres exigent des cyclistes qu'ils se procurent une vignette payante pour circuler sur leur réseau cyclable — ce que le programme de subvention aboli par Québec permettait justement d'éviter.
Date :	2014-11

Institution, organisme ou service :	Politique de la ruralité
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A
Note :	N/A
Conséquence :	À partir du 31 mars 2015, les MRC ne seront plus tenues de respecter la description du mandat des agents de développement rural, tel que prescrit dans la Politique. Les sommes allouées pour les postes d'agents de développement rural pourront être affectées à d'autres professionnels. Dès 2016, ces sommes, ainsi que les Pactes ruraux, feront partie d'une enveloppe globale de 100 M \$ (Fonds de développement des territoires) associée au Pacte fiscal et les MRC pourront en disposer selon les priorités qu'elles auront établies sur les différents territoires du Québec. Ce faisant, l'État retire aux élus l'obligation d'affecter ces sommes au développement collectif, comme que prévu à la Politique. Par contre, la Politique a été renouvelée, en 2014, pour une période de 10 ans avec un budget de près de 500 M \$. L'enveloppe de 37 M \$ destinée aux agents ruraux est demeurée en place cette année, mais stagne. Son maintien est plus qu'incertain. L'organisme Solidarité rurale qui s'occupait de la formation des agents ruraux n'est plus en mesure de combler ce mandat à la suite des différentes compressions.
Date :	2014-12

Institution, organisme ou service :	Bureaux régionaux du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
--	---

Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	4,6M\$
Note :	N/A
Conséquence :	Le MIDI éliminera ses sept bureaux régionaux, dans lesquels 124 personnes travaillent à l'heure actuelle. L'intégration des nouveaux arrivants à Québec, à Trois-Rivières, à Sherbrooke et à Gatineau est mise à mal.
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	Ville de Québec
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	20 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	Hausse des taxes municipales de 1,8 % pour les résidents et de 2,3 % pour les entreprises.
Date :	2014-12

Logement et habitation

Institution, organisme ou service :	Accès logis
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	53 M \$/suspendu
Note :	L'enveloppe de 53 M \$ est arrivée à terme et n'est pas renouvelée. Modifications au financement des projets. Ces modifications touchent, entre autres, la contribution du milieu, qui serait augmentée significativement. Ces mesures auront plus d'impact dans une région ayant une capacité limitée de financement.
Conséquence :	Accès logis finance des projets de logements sociaux. Des projets de logement sociaux déjà entamés risquent de ne pas être terminés. Sur la Côte-Nord, trois projets totalisant 79 logements pour aînés ou personnes à faible revenu pourraient être touchés à court terme. Ça signifie aussi une hausse de coût de 700 000 \$ pour un projet communautaire à Rouyn-Noranda.
Date :	2014-01

Institution, organisme ou service :	RénoVillage
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	8 M \$/Abolition

Note :	Compression de 8 M \$ sur une enveloppe de 16 M \$. Puis abolition.
Conséquence :	Ce programme avait été mis en place pour aider les gens à revenu modeste à effectuer des travaux visant à corriger des défauts majeurs à la résidence principale dont ils sont propriétaires. Le programme RénoVillage pouvait subventionner les propriétaires jusqu'à 10 000 \$ sur les coûts de réparation de leur résidence.
Date :	2014-09

Institution, organisme ou service :	Programme Rénovation Québec (PRQ)
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	29,2 M \$/ Abolition
Note :	N/A
Conséquence :	Dans le cadre du PRQ, promu par la Société d'habitation du Québec (SHQ), les volets rénovation et acquisition d'une propriété devaient être subventionnés à 50 % par le gouvernement du Québec et à 50% par la ville.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Rénoclimat
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A/suspendu
Note :	Sous-financement. Une fois le montant de l'enveloppe dépensé, les familles ont été laissées dans le froid.
Conséquence :	Programme de subvention pour des rénovations éco-énergétiques. Les évaluations pour le programme Rénoclimat ont été suspendues dans quatre régions, soit le Centre-du-Québec, Chaudières-Appalaches, le Bas-Saint-Laurent et l'Estrie.
Date :	2014-12

Institution, organisme ou service :	Réno Village
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	16,8M\$/Abolition
Note :	
Conséquence :	Les subventions de RénoVillage et du Programme de réparations urgentes (PRU) aidaient les familles à faibles revenus à

	réaliser des travaux résidentiels d'urgence, comme le changement d'une toiture ou d'un système électrique. Le montant alloué pouvait atteindre 10 000 \$. Eh bien c'est fini, ça.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Programme Réparation d'urgence (PRU)
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	2 M \$/Abolition
Note :	
Conséquence :	Les travaux visent à corriger les déficiences majeures les plus urgentes à effectuer sur un domicile pour lequel le propriétaire-occupant ne peut entreprendre en raison de sa capacité financière. Les premiers objectifs sont d'assurer la sécurité-incendie des occupants (chauffage et électricité), solidifier les éléments de structure, protéger l'enveloppe du bâtiment et éliminer les problèmes de salubrité. Ça aussi, c'est fini.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Programme d'adaptation à domicile (PAD)
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	19 M \$
Note :	19 M \$ sont amputés sur un budget de 28 M \$
Conséquence :	Le PAD de la Société d'habitation du Québec aide le propriétaire d'un logement à payer le coût des travaux nécessaires pour rendre accessible et adapter le logement habité par une personne handicapée. Bref, le programme est coupé.
Date :	2014-06

Environnement

Institution, organisme ou service :	Ministère de la Faune
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	100 postes coupés
Note :	
Conséquence :	Parmi les postes de professionnels qui disparaîtront bientôt, on compterait une vingtaine de biologistes, donc des scientifiques. En plus des biologistes oeuvrant dans toutes les régions du Québec, près d'une

	vingtaine de postes de techniciens travaillant eux aussi dans diverses régions devraient disparaître. Les biologistes et les techniciens qui perdront leur emploi sont en outre responsables de l'inventaire d'espèces fauniques exploitées ou à statut précaire.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Protection faunique
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	50 postes coupés
Note :	
Conséquence :	Des techniciens et des scientifiques travaillant pour l'État québécois sur une base contractuelle ont reçu, à leur plus grand étonnement, un avis les informant que le gouvernement mettait carrément fin à leur contrat. Dans certains cas, les contrats ne devaient pourtant pas arriver à échéance avant plusieurs mois. Moins de protection faunique. Risque de nuire sérieusement à la capacité des agents à lutter efficacement contre le braconnage au Québec.
Date :	2014-08

Institution, organisme ou service :	Recherche en foresterie
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	Abolition
Note :	
Conséquence :	Abolition du volet V du Programme de recherche en partenariat sur l'aménagement et l'environnement forestiers, ainsi que le Programme d'appui à la recherche forestière. Pour les chercheurs, la perte de ces subventions réduit la quantité d'information qu'ils recueillent pour assurer l'avenir de la forêt et de l'industrie qui s'y rattache. Ces coupes entraîneront une réduction de la recherche sur la biodiversité et sur le caribou des bois et des étudiants au deuxième cycle seront refusés à l'Université du Québec à Chicoutimi, faute de financement.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Bureau du forestier en chef
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	1 M \$
Note :	1 M \$ de coupes sur un budget de 5,3 M \$.
Conséquence :	Ceci entraînerait une baisse d'effectif de quinze personnes, dont près de la moitié travaillent en région. Il manquerait déjà de fonctionnaires au Ministère pour répondre aux exigences de la planification forestière qui est maintenant la responsabilité du gouvernement depuis l'adoption du nouveau régime forestier.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Institut Maurice-Lamontagne (IML), à Mont-Joli
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	Abolition/fermeture
Note :	
Conséquence :	Fermeture de l'un des principaux centres de recherche en sciences de la mer au pays. L'organisme fédéral ouvert depuis 1987 publie des recherches sur les mammifères marins et l'océanographie du golfe du Saint-Laurent et du Nord québécois. Sa bibliothèque dispose d'une collection de 61 000 livres, ouvrages et monographies scientifiques qui traitent du domaine maritime.
Date :	2014-10

Égalité femme/homme, sensibilisation contre le sexisme et l'homophobie

Institution, organisme ou service :	Conseil du statut de la femme
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	458 000 \$
Note :	
Conséquence :	Quatre bureaux régionaux (Rouyn-Noranda, Saguenay, Montréal et l'unité régionale de Québec) du Conseil du statut de la femme du Québec fermeront leurs portes. Dans les 4 bureaux qui fermeront leurs portes, 9 personnes perdent leur emploi.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Concours « Chapeau les filles! »
--	----------------------------------

Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	60 000 \$
Note :	Compressions et économies estimées par l'opposition officielle.
Conséquence :	Disparition des finales régionales du concours « Chapeau, les filles! », du moins pour cette année. Il souligne la volonté et le travail des femmes inscrites à un programme de formation menant à l'exercice d'un métier traditionnellement masculin.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Programme « À égalité pour décider »
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	500 000 \$
Note :	La moitié du budget annuel du programme
Conséquence :	Des efforts budgétaires seront nécessaires pour remplir la mission du programme. Le programme vient en aide aux femmes en région et dans les régions autochtones qui souhaitent se lancer en politique municipale. Les projets qu'ils financent visent à former des candidates ou à soutenir des élues, notamment via des séances d'information sur le fonctionnement des instances municipales ou des activités de sensibilisation auprès des jeunes. Le programme aide également les femmes à s'intégrer sur les conseils d'administration des entreprises.
Date :	2014-06

Institution, organisme ou service :	Campagne de publicité pour la lutte contre l'homophobie
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	1 M \$/Annulation
Note :	
Conséquence :	Lancée en mars 2013 par le ministre de la Justice péquiste, Bertrand St-Arnaud, la campagne devait s'échelonner sur cinq ans. Elle était dotée d'un budget global de 7,1 millions \$ et consistait à amener la population à s'interroger sur la réalité de son ouverture à l'égard de l'homosexualité. En supprimant la campagne publicitaire prévue pour l'année 2014-2015, le gouvernement

	Couillard, qui souhaite atteindre rapidement l'équilibre budgétaire, réalise des économies d'un million de dollars.
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	Campagne de publicité pour l'égalité des genres
Compression générale :	N/a
Compression spécifique :	500 000 \$
Note :	N/A
Conséquence :	Le gouvernement supprime une campagne sur l'égalité des genres qui coûterait un demi-million de dollars.
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	Cliniques d'avortement
Compression générale :	?
Compression spécifique :	?
Note :	N/A
Conséquence :	Le ministre de la Santé Gaétan Barrette va limiter le nombre d'avortements pratiqués par les médecins québécois. Dans un document de travail ministériel, on apprend aussi que les avortements ne seront plus considérés comme des activités médicales prioritaires (AMP), ce qui entraînera la fermeture de cliniques et limitera l'accès aux soins.
Date :	2015-03

Justice

Institution, organisme ou service :	Programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	2,65 M \$
Note :	N/A
Conséquence :	<i>Je n'ai pas réussi à confirmer cette coupe. Chiffres à utiliser avec précaution.</i>
Date :	2014-06

Institution, organisme ou service :	Fonds accès justice
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	800 000 \$
Note :	N/A

Conséquence :	
Date :	2014-09

Culture

Institution, organisme ou service :	Télé-Québec
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	Voir note
Note :	Télé-Québec dit subir une compression de 2 % de sa masse salariale, en plus d'une réduction de 3 % de son budget de fonctionnement pour 2015-2016.
Conséquence :	Le retrait d'émissions plus dispendieuses (<i>Les Satiriques, SNL Québec</i>).
Date :	2015-03

Institution, organisme ou service :	Centre culturel de Sherbrooke
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	290 000\$
Note :	Compression de 290 000 \$ sur un budget de 5 M \$
Conséquence :	Parmi les mesures prises pour atteindre l'objectif en 2014-2015, il y a notamment eu l'abolition du poste de coordonnateur à la politique culturelle. Ils regarderont du côté de la philanthropie pour boucler leur budget.
Date :	2015-02

Institution, organisme ou service :	Crédits d'impôt de l'industrie culturelle
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	Réduction de 20 % dans les crédits d'impôts pour toutes les entreprises/Économies de 370 M \$ pour le gouvernement.
Note :	
Conséquence :	Dans le milieu culturel, l'impact négatif total sera de 85 millions \$ d'ici les trois prochaines années, soit plus du quart du montant de 370 millions que le gouvernement entend économiser avec cette mesure. Cela signifie moins de livres, de CD et de films, en plus de possibles pertes d'emplois, prédisent les associations de producteurs et d'éditeurs.
Date :	2014-06

Institution, organisme ou service :	Conservatoires du Québec
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	Sous-financement
Note :	Déficit de 14 M \$
Conséquence :	Il a été question pendant un instant de fermer les conservatoires. L'idée a été écartée. Il reste que les conservatoires sont déficitaires et sous-financés.
Date :	2014-09

Transport

Institution, organisme ou service :	Autoroute 85
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	N/A
Note :	562 M \$. Le fédéral et le provincial se relancent la balle.
Conséquence :	Les gouvernements du Québec et du Canada se relancent la balle depuis plusieurs mois quant à la signature d'une entente sur le financement de la construction de la dernière portion de 94 km de l'autoroute 85 entre Saint-Louis-du-Ha-Ha! et Saint-Antonin, un projet évalué à près de 600 millions \$.
Date :	2014-10

Institution, organisme ou service :	Service de transport adapté de la Capitale (STAC)
Compression générale :	N/A
Compression spécifique :	? ou N/A
Note :	N/A
Conséquence :	Transport adapté pour personnes handicapées. En 2013, le transporteur qui effectue plus 3500 déplacements par jour dans la capitale a connu une hausse d'achalandage de 5 %. Jusqu'à maintenant, l'impact des hausses était entièrement assumé par le ministère des Transports. Toutefois, la direction du STAC a appris il y a quelques mois que dorénavant, les hausses ne seraient plus financées qu'en partie. Pour 2013 et 2014, le manque à gagner s'élève à plus de 800 000 \$. La Ville de Québec a épongé le manque à gagner de 485 000 \$ pour 2013. Toutefois, cette capacité de payer pourrait diminuer puisque le gouvernement

	Couillard impose aussi des compressions aux municipalités.
Date :	2014-11

Hausses de tarifs

Institution, organisme ou service :	Hydro-Québec
Hausse de tarif :	2,9 % à compter du 1er avril prochain
Note :	
Conséquence :	L'augmentation devrait faire grimper la facture annuelle d'une famille qui chauffe sa résidence à l'électricité de 44 \$ par année, selon la Régie de l'énergie.

Institution, organisme ou service :	CPE
Hausse de tarif :	Le tarif de base de 7,30 \$ passerait à 8 \$ par jour à compter du 1er avril. Il y aurait une « contribution additionnelle » pouvant aller jusqu'à 12 \$. Cette contribution serait exigée au moment de la production de la déclaration de revenus. Ainsi, les familles ayant un revenu net de moins de 75 000 \$ paieraient 8 \$ par jour et n'auraient pas à déboursier davantage. Celles qui ont un revenu entre 75 000 \$ et 100 000 \$ devraient déboursier au total entre 8 \$ et 12 \$. Le tarif total se situerait entre 12 \$ et 15 \$ pour les familles ayant un revenu de 100 000 \$ à 150 000 \$. Il serait de 15 \$ à 20 \$ pour celles qui gagnent entre 150 000 \$ et 200 000 \$.
Note :	
Conséquence :	Trop tôt pour dire. On sait que ça va coûter plus cher pour les ménages d'envoyer leurs enfants en CPE. Ceci étant dit, on peut envisager d'autres conséquences dues à ces augmentations, comme le retrait des femmes du marché du travail. Nous allons le voir plus clairement lorsque les tarifs augmenteront le 1er avril prochain.

Institution, organisme ou service :	Société de transport de Montréal (STM)
Hausse de tarif :	La carte autobus-métro (CAM) mensuelle

	passera de 79,50 \$ à 82 \$ à partir du 1er janvier 2015.
Note :	
Conséquence :	

Institution, organisme ou service :	Société de transport de Laval (STL)
Hausse de tarif :	Au prix régulier, l'abonnement mensuel passe de 86,50 \$ à 89 \$, les étudiants paieront 2 \$ de plus (69 \$ à 71 \$) et, finalement, le tarif réduit se détaillera à 53,50 \$ alors qu'il est actuellement à 52 \$. Le tarif du droit de passage subira, aussi, une hausse en 2015. Ainsi, le bloc de huit droits au tarif ordinaire coûtera 21,50 \$ (au lieu de 20,75 \$) tandis que celui à tarif réduit se vendra à 15,25 \$ (14,75 \$ cette année).
Note :	Compressions : 700 000 \$ de la part du gouvernement du Québec et de 1,1 M \$ de l'AMT.
Conséquence :	